



## Le SICTAME-UNSA vous informe

[www.sictame-unsatotal.org](http://www.sictame-unsatotal.org)



### Quand TOTAL perd en justice... ...et que la DRH ne reconnaît pas ses torts et manipule l'information

Si vous êtes un lecteur attentif de l'**intranet société**, vous aurez relevé le **communiqué de la DRH**, en date du 1<sup>er</sup> juin 2011, sous le sigle « RH – Dispositifs Sociaux », ainsi libellé :

#### France : décision de la cour d'appel de Versailles sur l'accord constitutif du Comité de Groupe

*« Dans un arrêt rendu le 1er juin 2011, la cour d'appel de Versailles a annulé l'accord constitutif du Comité de Groupe du 15 septembre 2004. Cette instance de représentation du personnel de Total en France est tenue informée deux fois par an des grands projets et décisions stratégiques du Groupe. »*

*L'arrêt de la cour d'appel s'inscrit dans un contentieux initié par le syndicat SICTAME il y a sept ans pour obtenir le droit de participer aux négociations sur la constitution du Comité de Groupe.*

*En 2004, seules les organisations syndicales représentatives dans toutes les branches du Groupe (CGT, CFDT, CFTC, CFE-CGC et FO) avaient été invitées à ces négociations. Le SICTAME, non représentatif au niveau du Groupe, n'y avait donc pas participé.*

*La cour d'appel de Versailles annulant l'accord de 2004, le Comité de Groupe n'a aujourd'hui plus de base légale. Une nouvelle négociation s'engagera dès que possible.*

*Cet arrêt n'a pas d'impact sur le Comité européen de Total, instance d'information des représentants du personnel au périmètre des filiales européennes ».*

#### Ce communiqué de la DRH est un bel exemple de manipulation de l'information.

Comme vous le verrez, dans le courrier, repris ci-après, que le SICTAME-UNSA vient d'adresser au Président de Total, cette information est non seulement erronée mais aussi tendancieuse, en ce que la DRH n'y reconnaît pas ses torts et reporte la responsabilité de la situation sur la victime, c'est-à-dire le SICTAME.

S'il y a eu contentieux, ce n'est pas parce que le SICTAME voulait **obtenir le droit** de participer aux négociations sur la constitution du Comité de Groupe, mais parce que la DRH lui a dénié ce droit.

Le SICTAME **avait le droit** de participer à ces négociations ; c'est bien ce qu'ont confirmé la Cour de cassation et la cour d'appel de Versailles.

En concluant, dans son communiqué ci-dessus, que « *Le SICTAME n'y avait donc pas participé* » parce que « *non représentatif au niveau du Groupe* », la DRH reprend la raison (*illégal en fait*) qu'elle a invoquée devant la cour pour justifier l'exclusion du SICTAME de la négociation.

En fait, la DRH omet de dire qu'elle **n'a pas respecté les dispositions du Code du travail** qui prévoient que doit être associée à la négociation de tels accords « *toute organisation syndicale ayant obtenu des élus dans l'un au moins des comités d'entreprise ou d'établissement dépendant du groupe* », ainsi que l'a utilement rappelé la Cour de cassation dans son arrêt du 30 mars 2010, reprenant en cela une jurisprudence bien établie, déjà énoncée dans un arrêt de 1994.

**Et c'est bien pour son non respect de la loi que Total a été condamné.**

Monsieur le Président,

L'information parue, ce 1<sup>er</sup> juin 2011, sur l'intranet de la société, relative à la « *décision de la cour d'appel de Versailles sur l'accord constitutif du Comité de Groupe* », nous paraît erronée à plusieurs titres et appelle de notre part les commentaires suivants :

- l'accord constitutif du Comité de Groupe est l' « *Accord portant création du Comité de Groupe TotalFinaElf* » du 4 juillet 2000 et non pas celui du 15 septembre 2004 ;
- la cour d'appel de Versailles a annulé l'accord du 15 septembre 2004, mais aucunement l'accord constitutif du Comité de Groupe du 4 juillet 2000 ;
- il est faux de dire que « *le Comité de Groupe n'a aujourd'hui plus de base légale* ». Celui-ci existe toujours et ceci dans le cadre de l'accord du 4 juillet 2000.

Par ailleurs, l'information diffusée sur l'intranet n'est pas 'fair-play' vis-à-vis du SICTAME. Elle tend à rejeter la responsabilité de la situation actuelle sur le SICTAME, alors que cette situation est de la seule responsabilité de la Direction de Total.

En effet, si le SICTAME n'a pas participé à la négociation de l'accord de 2004, ce n'est pas parce qu'il n'était pas représentatif au niveau du Groupe, mais parce que la DRH de Total n'a pas respecté les dispositions du Code du Travail et a enfreint, de ce fait, la Charte éthique et le Code de conduite qui commandent à chacun « *de se conformer strictement aux lois et règlements applicables* ». Le protocole de 2004 était irrégulier du fait que le SICTAME n'a pas été convié à sa négociation, alors qu'il aurait dû l'être et c'est pour cela que ce protocole a été annulé. Il aura fallu que le SICTAME recoure à la chambre sociale de la Cour de cassation et retourne auprès de la cour d'appel de Versailles pour que ces règles de droit, qui n'auraient jamais dû être bafouées, soient rappelées.

Nous espérons que la DRH cessera désormais toute manœuvre visant à écarter le SICTAME d'un certain dialogue social et aura le souci de respecter le choix des salariés quant aux délégués appelés à les représenter.

Afin de permettre au Comité de groupe de fonctionner, le SICTAME demande une réunion de mise en place de ce comité conformément aux dispositions de l'accord du 4 juillet 2000 et demande que lui soient fournis les éléments de calcul des effectifs et des élus permettant l'attribution des sièges.

Dans cette attente, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de notre considération distinguée.

**Pour plus de détails sur cette affaire, vous pouvez vous reporter au tract :**

**« *Qui veut casser le SICTAME ?* » du 29 avril 2010,**

que vous pouvez obtenir auprès du SICTAME (*voir contacts ci-dessous*) ou à l'adresse :

[http://www.sictame-uns-total.org/communication/archivetracts2010/2010\\_04-29\\_qui\\_veut\\_casser\\_le\\_SICTAME.pdf](http://www.sictame-uns-total.org/communication/archivetracts2010/2010_04-29_qui_veut_casser_le_SICTAME.pdf)

✂ . . . . .

**Le Syndicat, c'est vous ! Pour nous rejoindre ou nous soutenir**, retournez ce bulletin au SICTAME-UNSA-TOTAL à la section syndicale de votre entreprise, ou bien à Paris/La Défense : Bureau 4E41 Tour Coupole ou à Pau : Bureau F16 CSTJF ;

ou téléphonez-nous au : 01.47.44.61.71 ou 01.41.35.75.93 à Paris ; au 05.59.83.64.83 à Pau

NOM ..... Prénom ..... Lieu de travail : ..... Tél. : .....

Souhaite rencontrer un responsable du SICTAME (ou/et) Souhaite adhérer au SICTAME-UNSA-TOTAL